



Communiqué de l'UCL-FCPE Montreuil à l'attention des parents d'élèves montreuillois concernant la mobilisation des agents de service de la ville

le 2 avril 2018

Mardi 27 mars, l'UCL FCPE a rencontré l'intersyndicale CGT, FSU, FO et CNT des agents territoriaux de la ville de Montreuil, en présence des syndicats enseignants.

Lors de cette réunion, les représentants des agents ont évoqué les difficultés qui motivent leur mouvement de mobilisation. A cette occasion, les syndicats enseignants et l'UCL FCPE leur ont manifesté leur soutien et ont rappelé l'objet de leurs inquiétudes et leur mécontentement.

Les syndicats des agents de la ville ont demandé une prise de parole lors du Conseil Municipal du 28 mars, qui leur a été accordée.

Pour rappel :

Depuis plusieurs années, les conditions de travail des agents ne cessent de se détériorer.

En 2016, la ville avait déjà fait le choix de mesures politiques et économiques dégradant déjà les conditions de travail des agents: suppression des congés de pré-retraite, suppression de la prime d'installation, baisse des subventions au comité des oeuvres sociales.

L'UCL-FCPE avait alors procédé à un comptage du nombre d'agents absents non remplacés (Atsems, animateurs, agents de service) sur l'ensemble des écoles de la ville et sur 4 jours consécutifs (du 30 janvier au 2 février 2016).

Le 30 janvier 2016, sur une moyenne de 28,6% d'agents absents, seuls 3,09% étaient remplacés.

Le 31 janvier 2016, sur une moyenne de 22,4% d'agents absents, seuls 2,31% étaient remplacés.

Le constat était alarmant.

Et même si la ville envoie des renforts ponctuels quand les parents des écoles s'agacent trop du manque de personnel, ils ne sont souvent apportés que sur les écoles proches du centre-ville.

Il y a cinq mois, les syndicats ont fait circuler une pétition de soutien, qui a recueilli plus de 1500 signatures. Ils ont adressé une lettre ouverte au Maire, et ont déposé un préavis de grève le 16 mars dernier.

Aujourd'hui :

Les syndicats des personnels territoriaux dénoncent le manque de 40 agents sur l'ensemble des 49 écoles de la Ville.

Nous, parents d'élèves de Montreuil, constatons effectivement dans la quasi majorité des écoles de la ville, une dégradation des conditions d'accueil de nos enfants. Les parties communes, les salles de classe, les cours d'école ne sont plus nettoyées comme elles le devraient. Les agents dans nos écoles, trop souvent en sous-effectif, ne peuvent plus assumer la charge de travail qui leur incombe.

Les nombreux témoignages que vous nous envoyez le confirment : Les taux d'encadrement de nos enfants ne sont plus respectés sur le temps de pause méridienne. Nos enfants mangent avec des couverts en plastique, dès que les agents de service ne sont plus en nombre suffisant pour pouvoir assurer le nettoyage des couverts, ou des locaux, le réchauffage des plats, etc...

D'ailleurs, l'UCL FCPE dénonce la suppression des commissions de restauration, qui était l'occasion pour les représentants de parents d'élèves de toutes les écoles de signaler aussi ces types de dysfonctionnement.

Les agents du service propreté des bâtiments sont étouffés par l'austérité qui leur est imposée, et se remobilisent pour sauvegarder les valeurs qu'ils incarnent : un service public de qualité, pour les Montreuillois et la sauvegarde de leur statut de fonctionnaire.

Si le service de la propreté des bâtiments de la ville souffre, ce sont aussi nos enfants qui subissent des conditions d'accueil dégradées dans tous les lieux qui leur sont accessibles sur la ville : les centres et antennes de quartier, mais aussi les centres de loisirs, les cantines scolaires, et bien évidemment les écoles.

Les agents de la ville dénoncent devoir travailler quotidiennement en «mode dégradé» :

- Gel des recrutements des postes vacants.
- Non remplacement des agents en arrêt de travail, et congé maternité, en retraite.
- Déplacements des agents sans tenir compte de leur restriction médicale.

Avec pour conséquences des conditions de travail de plus en plus pénibles, et une augmentation des accidents et des arrêts de travail.

Le personnel s'inquiète aussi de savoir si le quotta annuel de formations accessibles au personnel sera maintenu, et si la propreté des deux nouveaux groupes scolaires Marceau et Odru sera confiée ou non au secteur privé.

Les propositions faites par la Ville:

- Déplacer une quinzaine d'agents qui assurent habituellement l'entretien des bâtiments municipaux (autres que scolaires) pour les affecter dans les écoles, alors que ces personnes sont souvent en fin de carrière, ou déjà en restrictions médicales, et ne sont donc plus à même de pouvoir travailler en milieu scolaire! Cela génère des tensions supplémentaires au sein des équipes de service dans nos écoles.
- Faire appel à une association d'insertion professionnelle de droit privé pour remplacer ces déplacements de 15 agents travaillant dans les bâtiments. «L'entretien et le nettoyage de la voirie du secteur Bas-Montreuil étant déjà confiée à une entreprise privée, comment peut-on cautionner l'externalisation, voire la privatisation d'un service public? »
- Titulariser la totalité des agents de la Ville d'ici à la fin du mandat municipal.

Le Maire de Montreuil confirme dans un courrier adressé aux agents : « La ville n'a plus les moyens de remplacer comme avant ». Les dispositions prises par le gouvernement actuel ne permettent pas d'autres mesures que celles envisagées actuellement – hormis le choix d'augmenter les impôts.

Pourquoi l'UCL-FCPE de Montreuil soutient la mobilisation des agents territoriaux?

L'UCL-FCPE reconnaît absolument le désagrément que subissent les parents et élèves montreuillois du fait de cette mobilisation des agents du service propreté. Préparer des pique-niques pour nos enfants, ou s'organiser pour venir les chercher pour les faire déjeuner, cela alourdit le quotidien de nombreuses familles...

Néanmoins, nous encourageons les familles à soutenir ce mouvement de grève autant que possible, dans le but de dénoncer les conditions de travail difficiles des personnels du service propreté de la ville de Montreuil, et par conséquence les conditions d'accueil dégradées de nos enfants dans les écoles.

Les difficultés financières subies par la Ville ne doivent en aucun cas se traduire par des restrictions budgétaires impactant l'accueil et l'éducation de nos enfants montreuillois.

Il faut trouver une solution pérenne et viable pour tous.